LE SOCIALISTE

ORGANE CENTRAL DU PARTI OUVRIER

ABONNEMENTS

3 mois 1 fr. 50, 6 mois 3 fr., un an 6 fr.

10 CENT. le NUMÉRO

TOUT CE QUI CONCERNE LA RÉDACTION DOIT ÊTRE ADRESSÉ

AU SECRÉTAIRE du CONSEIL NATIONAL

PARIS — 14, AVENUE DE MONTSOURIS, 14 — PARIS

ADMINISTRATION

95, RUE MONTORGUEIL, 95

PARIS

LE CONGRÈS INTERNATIONAL de 1891

Les délégués des Partis ouvriers de France, Autriche, Belgique, Hollande, Danemark, Suède et Suisse réunis à Halle, les 16 et 17 octobre, ont, d'accord avec la démocratie-socialiste allemande et à l'unanimité, pris la résolution suivante :

Le Comité exécutif siégeait à Zurich est chargé de s'entendre avec le comité national du parti ouvrier belge pour convoquer en commun le Congrès international de 1891, dont l'organisation appartiendra au dit comité belge.

Le Congrès se tiendra à Bruxelles. Il s'ouvrira le troisième dimanche d'août 1891 et durera une semaine.

La vérification des pouvoirs de ses membres aura lieu directement par le Congrès lui-même.

L'ordre du jour est ainsi fixé :

1° De l'état de la législation du travail, tant nationale qu'internationale, et des moyens à employer pour l'étendre et la rendre effective.

2° Du droit de coalition et de ses garanties; des grèves, du *boycottage* (mise en interdit) et du mouvement corporatif au point de vue international.

3° De la position et du devoir de la classe ouvrière vis-à-vis du militarisme.

Les rapports sur la situation ouvrière et socialiste dans chaque pays devront être — aux frais des partis et organisations respectives — imprimés en trois langues : anglaise, française et allemande, pour être distribués aux délégués dès l'ouverture du Congrès.

Le Congrès est ouvert à toutes les organisations ouvrières et à tous les partis socialistes indistinctement.

CONGRÈS DE HALLE

Les autorités allemandes, d'après le correspondant du *Standard*, sont douloureusement étonnées qu'à l'étranger on ait attaché une aussi grande importance au Congrès de Halle. L'Empereur et les partis au pouvoir auraient bien voulu avoir l'air de tolérer et de dédaigner cette première et formidable réunion du socialisme, vainqueur après onze ans de lutte acharnée de toutes les lois forgées par Bismarck et de Puttkamer.

Ils n'auraient pas même été fâchés qu'une scission se produisît au sein du parti et ils ont tout fait pour l'amener par leur indulgence vis-à-vis de ce qu'on a appelé l'opposition des jeunes. Mais le Congrès a écrasé cette opposition avec une unanimité écrasante et les journaux bourgeois sont obligés d'admettre que leur dernière manœuvre a échoué comme les précédentes.

La fraction du Reichstag l'emporte et a fait adopter ses résolutions par le parti tout entier. Du projet d'organisation qu'elle avait fait publier dans le *Berliner Volksblatt* tous les articles importants ont été admis par le Congrès, article sur la presse du parti, article sur le comité directeur et autres. Le parti allemand sort fortifié de cette réunion où nos bons bourgeois espéraient le voir consommer sa ruine.

Un grand témoignage de solidarité internationale a de même été donné par le parti allemand. Il a reçu des adresses de toutes les fractions du parti socialiste international, et de nombreux délégués sont venus de partout saluer la victoire des socialistes d'Allemagne.

Au Congrès de Halle a été décidée, ratifiée plutôt, la convocation d'un Congrès international en Belgique, l'année prochaine. Cette fois, nous sommes tous préparés pour cette réunion internationale, et, surtout, nous sommes décidés à ne rien négliger pour la rendre productive. La pensée d'une imprimerie et d'une commission de traduction attachées au Congrès même est d'une grande importance pratique. De plus en plus, à travers les luttes et les déchirements de

toute sorte, le parti socialiste se montre ce qu'il était en essence, et ce que maintenant il est en réalité, le parti le plus scientifique et le plus réellement pratique de tous.

BERNARD.

CRIS D'OIES

Un mauvais journal ferryste, à propos de mon discours de Halle, a trouvé bon de dénoncer « les français indignes de ce nom qui, au lendemain de nos désastres ont pu mettre leur main dans la main des Allemands ».

Il se peut que ce soit à moi que s'adresse cet accès d'indignation — tardif ; mais, pour sûr, ce n'est pas moi qu'il atteint.

Ces français là, ô imprudent de *Petite Gironde*, c'est à Versailles qu'il faut les chercher, à moins que ce ne soit dans vos bureaux.

Ils s'appellent Thiers, Ferry, Poyer-Quertier et ils ont mis, à Francfort, « dans la main » de nos vainqueurs à aiguille de 1870-71 plus que « la main » de la France, son industrie et son commerce, en échange de nos malheureux soldats prisonniers dont ils avaient besoin pour assiéger et égorger Paris.

Ils s'appellent Mac-Mahon et ils se sont entendus avec l'État-major prussien sous Paris pour se faire ouvrir la zone neutre qui protégeait la Commune contre Montaudon. (1)

Ils s'appellent de Gallifet et ils se sont servis des autorités allemandes pour appréhender Rochefort à Meaux.

Ils s'appellent Jules Favre et, dans leurs circulaires écrites avec du sang, ils ont imploré le concours de la Chancellerie impériale contre les parisiens échappés aux fusils des exécutions sommaires.

Siège commun et battue commune avec les voleurs couronnés de l'Alsace-Lorraine contre les Fédérés du 18 mars, voilà ce qu'ont fait il y a dix-neuf ans les patrons de la *Petite Gironde*. Depuis, ils ont bombardé commandeur de leur légion d'honneur le vilain juif Breichröder, le même qui disait à Bismarck : ce n'est pas cinq milliards, mais quinze qu'il faut exiger de la France vaincue si vous voulez que votre victoire soit durable.

Ils se sont confondus en condoléances devant Guillaume le sanglant égratigné par le plomb de Nobiling, alors que les femmes socialistes allemandes haussaient les épaules en murmurant : « bah ! il a de l'argent, il pourra se soigner. » Et, après s'être fait les exécuteurs des basses œuvres du chancelier de fer en expulsant pendant des années les démocrates-socialistes réfugiés sur notre sol, ils y allaient, avec notre argent, de leur « cadeau » pour le cinquantenaire du vice-empereur de Bazeilles.

Et ce sont ces gens là, domestiques à tout faire des Hohenzollern, qui se mêlent de nous donner — à nous les amis des ennemis de l'Allemagne impériale et militaire — des leçons de patriotisme ! Ce sont les plumitifs à gages des Ferry et Co qui osent parler de « crime de lèse-patrie » parce que j'ai rappelé comme un titre éternel à la reconnaissance révolutionnaire parisienne la main fraternellement tendue à nos vaincus et à nos calomniés de la Commune par la démocratie-socialiste à son congrès de Liepzig en 1872, et parce que j'ai fait crier à Liebknecht, au nom de tout le prolétariat allemand ; *vive la France ouvrière et socialiste ! au nez et à la barbe du commissaire impérial !*

Oh ! là là ! Cette grande colère des Pères Duchesne de l'opportunisme n'est d'ailleurs pas pour nous déplaire. Elle prouve qu'en allant à Halle confirmer le pacte de solidarité internationale conclu l'année dernière à Paris entre les travailleurs de tous les pays, les délégués de notre parti ouvrier ont fait de la bonne besogne. Du moment qu'ils ne pourront plus faire s'entre-battre les classes ouvrières décidées à ne connaître qu'un seul

(1) A l'extérieur par Clichy et St-Ouen, c'est la division Montaudon qui avance sur la zone neutre ouverte par les prussiens (*Bataille des sept jours*, par Louis Zezierski, page 17).

ennemi, l'ennemi commun : la classe capitaliste, nos bourgeois se sentent irrévocablement perdus. Et ils le crient — sous forme d'invectives à notre adresse. Peu importe ! du moment que ces cris d'oies ne sauvent ni le Capitole, ni le capital.

J. G.

A la campagne d'injures que certains journaux, dont le patriotisme vaut son pesant d'or... russe, ont entrepris contre notre ami Jules Guesde pour avoir à Halle, repoussé au nom des travailleurs de France, la « monstrueuse alliance de la République même bourgeoise avec le tzarisme », nous ne répondons que par les paroles suivantes de Guesde en juin dernier au meeting de la salle de l'Hermitage contre l'arrestation des réfugiés polonais et russes :

Cette alliance, que poursuit l'imbécillité de nos chauvins, dépasse en duperie tout ce qu'on pourrait imaginer, les héritiers de Pierre 1^{er} ne s'étant jamais servi de l'une ou de l'autre des puissances européennes que pour la satisfaction de leur appétit d'annexion et de servitude. Ce serait la répétition de la fable de La Fontaine : *Le cheval qui veut se venger du cerf* et qui, au bout de sa vengeance, trouve la bride et le mors de l'esclavage. Pour se revancher de l'Empire allemand, se remettre entre les mains de l'Empire russe, ce serait se jeter dans la gueule du loup, nous livrer et livrer la civilisation occidentale à la pire des barbaries, à la barbarie asiatique.

L'ogre russe, derrière lequel ont fait le rêve de s'abriter nos Petit Poucet, mais c'est le péril suprême, c'est l'ennemi commun contre lequel, si l'on veut sauver non seulement l'ordre socialiste qui va aboïtir, mais la société moderne telle que l'ont faite des siècles de lutte et de science, il faut réunir, coaliser d'ores et déjà toutes les forces vives de l'Occident.

En présence de cette avalanche suspendue sur l'Europe et son évolution historique, il n'y a, entre la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne, place que pour des guerres civiles, auxquelles il nous faut nous opposer à tout prix, parce qu'elles nous jetteraient désarmés et exsangues sous les pieds des cosaques, ces Huns du XIX^e siècle. Et maudite serait à jamais la nation qui se ferait la complice d'une pareille invasion en l'appelant sous quelque prétexte que ce soit et en y prêtant la main ! Elle aurait consommé le plus grand crime qui puisse être jamais commis contre le présent et l'avenir de l'humanité !...

En prenant, contre un gouvernement de traîtres et de laquais, la défense des réfugiés polonais et russes, ce n'est donc pas seulement l'honneur de la République que nous défendons, c'est l'existence même de la France. Socialistes, républicains, patriotes, doivent par tous les moyens couper le pont que l'on essaie de jeter entre Paris et Pétersbourg. Nous devons rendre impossible l'alliance russe qui, à l'état de simple projet, commence par nous réduire au rôle d'aide-bourreau du Tzar et qui, si nous la laissons s'accomplir et si elle pouvait porter ses fruits, serait la fin de notre Europe et de ses espérances de rénovation prochaine.

Le Gil-Blas interviewer

Depuis quelque temps, ce journal sérieux a des entrevues, au moyen de ses agents, avec les puissants de ce monde. Le contact de l'ami Fritz ou de l'intrépide vide-bouteilles Charles D., ne lui suffit plus. Il veut être au courant des affaires de ce monde.

Récemment, il s'introduisait par la porte de derrière chez l'empereur d'Allemagne, qui était trop heureux de confier tous ses secrets au journal d'Armand Sylvestre et d'en faire son confident. Aujourd'hui, désireux de tirer au clair la question sociale, il envoie un reporter interroger notre ami Bebel.

Naturellement, le *Gil-Blas* pense que le représentant du socialisme allemand au Reichstag va lui raconter la fin et le surfin de la conspiration socialiste,

toujours sur le point d'éclater d'après les journaux bourgeois. Le *Gil-Blas* nous transmet le récit de cet interview, qui ne le cède en rien en véridité à celui que le sieur Judet a pratiqué sur Liebknecht il y a quelque temps.

Nous espérons que notre ami Bebel ne prendra même pas la peine de démentir l'ingénieuse fable racontée par le *Gil-Blas*. Quant à ceux qui pourraient y prêter quelque créance, il faudrait supposer chez eux une lecture prolongée de cet... intéressant journal, ce qui expliquerait tout,

La journée de huit heures et les partis en Angleterre

Cette malheureuse introduction de la journée de huit heures apporte le trouble dans ce vieux balancier si bien réglé jusqu'à présent, qu'on appelle la politique anglaise. A chaque élection elle se représente, apportée par le même parti et chaque fois, les candidats, conservateur ou libéral, sont obligés d'exprimer leur avis.

Le temps n'est plus où Gladstone ou Morley pouvaient répondre par un *non volumus* catégorique et où les ouvriers n'en votaient pas moins pour le candidat libéral. Dans l'élection d'Eccles, il y a eu à ce propos un échange de lettres curieuses entre Gladstone et le candidat *Tory*. Ce dernier avait fait allusion à l'opinion d'il y a quelques mois du leader libéral, oubliant ce que c'est que quelques mois dans un cerveau aussi fluide que celui du grand vieil homme. Gladstone répond par une lettre qui, en elle-même, est un chef-d'œuvre :

« Au sujet de la question de la journée de huit heures, je pense que mon devoir est de conserver mon esprit libre jusqu'à ce que je puisse comprendre pleinement l'état de l'opinion générale et peser tous les arguments. »

C'est ce qu'on peut appeler : « voir d'où vient le vent ». Gladstone n'est plus aussi sûr qu'il y a quelque temps de l'opinion publique au sujet de la journée de huit heures, et surtout il s'aperçoit qu'elle est et qu'elle deviendra de plus en plus un facteur important dans les élections.

Les conservateurs ont certes beau jeu à railler la nouvelle direction que prend cette vieille girouette politique, qui a tourné tant de fois. On aurait pu croire cependant que lui, l'ami de Cobden et de John Bright, il resterait libre-échangiste. Nous croyons même qu'en sa qualité de bourgeois, il en tient toujours pour cette théorie de sa jeunesse. Mais les intérêts électoraux l'emportent.

Nous pouvons donc prévoir, pour les élections générales, une nouvelle évolution du parti libéral, évolution dans un sens plus favorable aux ouvriers, tandis que les conservateurs tendent à se mettre à la tête d'une coalition de patrons. Les uns et les autres prennent position, et ce sera sur le champ de bataille, où les aura attirés le parti ouvrier socialiste, qu'ils livreront leur dernière lutte.

Le résultat du combat nous importe peu : les deux adversaires en sortiront également diminués, et, pendant l'intervalle, le prolétariat anglais aura eu le temps de rassembler ses forces pour le combat décisif qu'il aura à livrer à ses deux adversaires, les conservateurs et les libéraux, qui ne sont purement et simplement que des bourgeois sous deux étiquettes différentes.

B.

La jeunesse des Écoles

Dans la grève d'Australie, nous nous rencontrons avec cette élite de la bourgeoisie, la jeunesse des écoles. Elle a donné là un exemple, qui ne tardera pas à être imité par les nombreuses associations d'étudiants qui fleurissent sous différents costumes dans l'ancien continent.

Jusque maintenant la bourgeoisie n'avait

pas su tirer parti de cette force, et l'avait laissée reposer au fond des brasseries. A propos du mouvement boulangiste en France, on avait vu des étudiants fraterniser avec la police sur la tombe de Baudin, mais ce moyen avait paru par trop ridicule même au ministère républicain.

Aujourd'hui un nouvel horizon s'ouvre aux yeux éblouis des jeunes bourgeois. C'est d'Australie que leur vient cette fois la lumière. Nous lisons dans le *Standard* que pendant la grève des Trades-Unions contre les capitalistes, à la suite de la désertion en masse des ateliers par les ouvriers, les *jeunes gens des Universités*, les membres des organisations de gymnastique, ont été les remplacer et travailler en leur place au profit des patrons et contre la grève.

Ils les ont remplacés « gaiement », ajoute même le *Standard*. Ils ont trouvé réjouissant de contribuer pour leur faible part à la défaite des grévistes. C'était un sport qu'ils pratiquaient pour la première fois, mais nul ne doute qu'ils ne finissent par y prendre goût.

Jadis les ouvriers et les étudiants se rencontraient sur les barricades; aujourd'hui ils se rencontrent sur le champ de bataille économique, les étudiants étant décidés à employer leurs forces inoccupées à cette œuvre salutaire: l'écrasement du prolétariat par la famine et par la réduction des salaires.

Nous saluons avec joie cette rentrée au bercail bourgeois.

LE CONGRES DE CALAIS

Le quatrième Congrès national de la Fédération des syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France a été digne de ses aînés. Tenu en pleine grève des tullistes, — c'est-à-dire en pleine bataille — il a duré six jours et s'est terminé le dimanche 19, par un grand meeting, dans lequel a été voté l'ordre du jour suivant :

« La population calaisienne,
« Les 4.000 socialistes réunis à Calais le 19 octobre ;

Considérant que tous les partis politiques ont trahi le peuple en ne lui donnant que la misère et la mitraille,

« Flétrit énergiquement les gouvernements passés et le gouvernement actuel,

« Ratifie toutes les décisions du Congrès ouvrier, et acclame la grève des forçats de la mine comme le salut du prolétariat ! »

Les délégués, au nombre de cinquante cinq représentaient plusieurs centaines de syndicats de Paris, Troyes, Thizy, Cours, Lyon, Roanne, Marseille, Villers-Bretonneux, Lille, Roubaix, Commeny, Certe, Nantes, Amiens, Corbie, St-Quentin, Vierzon, Toulouse, Bordeaux, Alais, Saint-Eloy-les-Mines, etc.

La *Ligue des Huit heures* d'Angleterre avait envoyé le citoyen Aveling.

Le Congrès s'est prononcé à l'unanimité pour la socialisation des moyens de produc-

tion, et pour l'abrogation de la loi de 1884 sur les chambres syndicales, laquelle devrait être remplacée par une nouvelle loi à article unique ainsi conçu :

« Les chambres syndicales sont autorisées à se constituer librement. »

Les résolutions votées par le Congrès portent :

1. Réduction de la durée du mandat des conseillers prud'hommes à deux ans au lieu de six, et renouvellement par moitié de ces tribunaux du travail ; — en attendant l'inscription de cette réforme dans la loi, les conseillers élus devront démissionner tous les deux ans.

2. Attribution aux conseillers prud'hommes d'une indemnité rétributive fixe.

3. Droit de vote et d'éligibilité pour les prud'hommes accordé aux deux sexes et aux ouvriers ou employés de toutes professions ayant exercé ou exerçant les dites professions, et cela, comme pour les élections politiques, à partir de 21 et 25 ans, au lieu de 25 et 30, ainsi que cela a actuellement lieu.

4. Interdiction du cumul des fonctions de conseiller prud'homme avec toutes fonctions électives rétribuées.

5. Suppression des règlements d'atelier et du droit d'amende.

6. Remplacement des inspecteurs des usines et manufactures par une commission issue des chambres syndicales ouvrières, qui fonctionnerait avec la sanction du préfet, jouirait des traitements des inspecteurs actuels et aurait droit à la gratuité de la circulation sur les voies ferrées dans les limites de son département.

7. Surveillance des apprentis confiée aux chambres syndicales ouvrières.

8. Interdiction aux patrons d'employer des ouvriers étrangers à un taux de salaires inférieur à celui réclamé par les ouvriers français.

9. Egalité de salaire pour les deux sexes à travail égal.

10. Instruction et entretien des enfants par la nation.

11. Mise à la charge de la société des vieillards et des infirmes du travail.

12. Responsabilité des patrons en matière d'accident dont la garantie se trouvera dans le dépôt d'un cautionnement proportionné aux dangers que présente l'industrie.

13. Interdiction du marchandage, déjà supprimé par la loi de 1848.

Il a été décidé de répondre comme suit au questionnaire lyonnais :

D. 1. La situation de votre corporation est-elle satisfaisante ?

R. Non.

D. 2. A-t-elle été meilleure ?

R. Oui — moins quelques exceptions.

D. 3. Si oui, quelles sont les causes qui l'ont rendue mauvaise ?

R. Le machinisme.

D. 4. Avez-vous des chômages, sont-ils longs, quelles en sont les causes; en avez-vous toujours eu ?

R. Nous en avons. Leurs causes sont multiples, et leur durée de six mois par année en moyenne.

D. 5. Etes-vous partisan de la journée de huit heures ?

R. Oui.

D. 6. Si oui, pourquoi ? Si non, indiquez d'autres réformes capables d'améliorer votre sort ?

R. Pour employer plus de bras.

D. 7. — La durée de la journée a-t-elle diminué dans votre corporation ?

R. Non.

D. 8. Si oui, est-ce par entente amiable avec vos patrons ou par la grève qu'elle a diminué ?

R. Néant.

D. 9. Avez-vous soutenu des grèves ; quels en ont été les résultats ?

R. Nous en avons tous soutenu. Faute d'argent pour attendre, le résultat a été nul.

D. 10. Que pensez-vous d'une législation réglementant le travail et le salaire ?

R. Elle est nécessaire.

D. 11. Que pensez-vous de l'action directe des travailleurs ?

R. Elle est utile et doit être basée sur l'union des travailleurs.

D. 12. Êtes-vous partisans de la grève générale ?

R. Oui, si elle est possible.

D. 13. Si oui, quels moyens proposez-vous pour l'organiser ?

R. Nous nous en remettons à la décision du Congrès.

D. 14. Si non, pour quelles raisons la repoussez-vous et quelle action proposez-vous pour la remplacer ?

R. Néant.

D. 15. Êtes-vous partisans, pour une action quelle qu'elle soit, d'une entente nationale d'abord et internationale ensuite ?

R. Oui.

D. 16. Croyez-vous qu'on doive, l'année prochaine, renouveler la Manifestation du premier mai, à cette date ou à une autre, et qu'on doive maintenir ou changer la nature de la manifestation ?

R. Il faut la maintenir pacifique.

R. Elle a augmenté, mais pas les salaires.

D. 8. Si oui, est-ce par entente amiable avec vos patrons ou par la grève qu'elle a diminué ?

R. Néant.

D. 9. Avez-vous soutenu des grèves ; quels en ont été les résultats ?

R. Nous en avons tous soutenu. Faute d'argent pour attendre, le résultat a été nul.

D. 10. Que pensez-vous d'une législation réglementant le travail et le salaire ?

R. Elle est nécessaire.

D. 11. Que pensez-vous de l'action directe des travailleurs ?

R. Elle est utile et doit être basée sur l'union des travailleurs.

D. 12. Êtes-vous partisans de la grève générale ?

R. Oui, si elle est possible.

D. 13. Si oui, quels moyens proposez-vous pour l'organiser ?

R. Nous nous en remettons à la décision du Congrès.

D. 14. Si non, pour quelles raisons la repoussez-vous et quelle action proposez-vous pour la remplacer ?

R. Néant.

D. 15. Êtes-vous partisans, pour une action quelle qu'elle soit, d'une entente nationale d'abord et internationale ensuite ?

R. Oui.

D. 16. Croyez-vous qu'on doive, l'année prochaine, renouveler la Manifestation du premier mai, à cette date ou à une autre, et qu'on doive maintenir ou changer la nature de la manifestation ?

R. Il faut la maintenir pacifique.

A l'unanimité, enfin, pendant que le citoyen Lachize déployait un immense drapeau rouge — le drapeau des revendications socialistes — le Congrès a répondu par un quadruple : oui, aux questions suivantes :

Etes vous pour la journée légale de huit heures ?

Etes vous pour la manifestation du 1^{er} Mai 1891 ?

Etes vous pour le Congrès international de 1891, lequel devra se tenir à Bruxelles ?

Etes vous pour la grève internationale des mineurs, en vous engageant à l'appuyer de toutes vos forces ?

Plus de 4000 citoyens et citoyennes ont suivi les séances publiques du Congrès qui a été levé au milieu du plus grand enthousiasme aux cris de : Vive l'union ouvrière ! Vive la Révolution sociale ! Vive la Fédération des Chambres syndicales !

CONGRES DE HALLE

(Suite.)

Organisation du Parti

Le projet d'organisation, présenté par les députés au Reichstag et renvoyé à une Commission de vingt-cinq membres, a été adopté presque sans changements.

Il porte en substance :

Appartient au Parti toute personne acceptant son programme et soutenant le Parti de toutes ses forces.

Le 11 mars 1884, Vaillant portait la journée légale de travail au Conseil municipal de Paris et réclamait que :

« Vu les propositions déjà faites par le Conseil fédéral suisse ;

« Vu le manifeste de 1884 de l'assemblée générale ouvrière suisse et les déclarations de nombreux congrès et meetings ouvriers ;

« Le Conseil municipal de Paris émet le vœu :

« Que les Chambres et le gouvernement entament le plus promptement possible avec les gouvernements étrangers les négociations en vue de l'établissement d'une législation internationale du travail ;

« Que cette loi internationale réalise tout d'abord les réformes communes et essentielles suivantes :

« Réduction de la durée du travail à huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine.

« Institution d'un bureau international de contrôle général et de statistique ouvrière et industrielle, chargé d'étudier et de proposer les moyens d'étendre et de codifier la législation internationale du travail. »

L'agitation pour la journée de huit heures allait en Europe moins vite qu'en Amérique; cependant, le troisième Congrès national des syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France prenait en novembre 1888 la résolution suivante :

(A suivre.)

demandant la réduction légale de la journée de travail ; il proposa en 1880 une conférence internationale où seraient représentés les gouvernements civilisés pour trancher législativement la question. Le projet de conférence du gouvernement suisse fut repoussé avec enthousiasme et unanimement.

Mais le 23 septembre 1883, les délégués de 250 sociétés ouvrières de la Suisse reprirent la question et lancèrent en Europe et en Amérique une circulaire invitant « les ouvriers organisés de tous les pays à entreprendre une vaste agitation commune pour la journée de huit heures. »

Le *Social-Demokrat*, que rédigeaient alors Bernstein, Kautsky et d'autres réfugiés allemands, aidés à l'agitation de sa puissante circulation internationale.

Le parti ouvrier français, dans son Congrès régional de Paris et dans son Congrès national du Havre de 1880, avait décidé que la journée légale de huit heures devait figurer sur son programme. C'est ce même programme que Joffrin et, avec lui, le parti possibiliste renouvèlent en 1881. Joffrin, qui n'était que l'écho du maître jésuite Brousse, alla jusqu'à déclarer dans une réunion publique, tenue à Montmartre, que la journée de huit heures serait la ruine de l'industrie française. Mais la fraction marxiste du Parti ouvrier fit de la journée de huit heures un point capital de son agitation.

Le Congrès du Parti ouvrier de Roubaix (avril 1884) prenait l'importante résolution suivante :

« Après avoir affirmé que l'émancipation ouvrière ne peut sortir que de l'organisation

du prolétariat en parti de classe, s'emparant révolutionnairement du pouvoir politique pour l'expropriation de la classe capitaliste et l'appropriation sociale des moyens de production :

« Le septième Congrès national du Parti ouvrier, d'accord avec les délégués de la *Démocratique-Fédération* d'Angleterre et d'Ecosse, a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes :

« 1^o Il y a intérêt pour les Partis socialistes des deux mondes à entreprendre une campagne commune en vue d'une législation internationale du travail.

« 2^o Cette législation internationale devra porter : a. Sur l'interdiction du travail des enfants au dessous de quatorze ans ; b. sur la limitation du travail des hommes et des femmes ; c. sur l'interdiction du travail de nuit, sauf certains cas à déterminer d'après les exigences de la production mécanique moderne ; d. sur l'interdiction de certaines branches d'industrie et de certains modes de fabrication préjudiciables à la santé des travailleurs ; e. sur la fixation d'un minimum international de salaire.

« 3^o La journée de travail devra être fixée au *maximum* à huit heures ; mais le Congrès invite les organisations ouvrières assez puissantes pour arracher à leurs gouvernants une réduction plus considérable, à agir nationalement dans ce sens. »

Trois délégués, la citoyenne Paule Mink, Jules Guesde et Paul Lafargue, furent envoyés à Gand pour communiquer aux socialistes belges les résolutions du Congrès de Roubaix.

HISTORIQUE

DE LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

PAR PAUL LAFARGUE

I SUITE

On connaît le terrible procès qui amena la pendaison de cinq anarchistes, accusés et condamnés pour un crime qu'on ne put établir. Mais les capitalistes étaient parvenus à leur fin : les ouvriers perdirent les avantages obtenus, et le mouvement fut paralysé pendant quelques années.

IV

Un travail d'agitation parallèle à celui des États-Unis, se produisait en Europe ; il était moins énergique et présentait cette autre différence : les ouvriers européens, au lieu de vouloir imposer la journée de huit heures par la seule force de leur organisation, en réclamèrent l'établissement par une législation internationale.

Le gouvernement fédéral de la République Suisse prit à son compte la résolution du Congrès international de Genève de 1866,

dirigeantes pour écraser toujours davantage les travailleurs politiquement et économiquement, les grèves et le boycottage sont des armes indispensables pour les classes laborieuses, 1^o pour repousser les efforts faits par leurs adversaires contre leurs conditions matérielles et leurs droits politiques; 2^o pour améliorer, autant que possible, leur position sociale et politique dans le présent ordre de choses. Comme, cependant, les grèves et le boycottage sont des armes à deux tranchants, qui, employées hors de place et à des moments inopportuns, sont destinées à compromettre plutôt qu'à sauvegarder les intérêts de la classe ouvrière, le Congrès recommande aux travailleurs allemands de peser avec le plus grand soin les circonstances dans lesquelles ils auront à faire usage de ces armes.

Le Congrès insiste particulièrement sur la nécessité pour engager une pareille lutte, que la classe ouvrière soit sérieusement organisée, et, autant que possible, centralisée, de façon à ce que par la force de leur nombre et de leurs ressources matérielles, les travailleurs soient en mesure aussi complètement que possible d'atteindre le but poursuivi.

Le Congrès, partant de ces principes, recommande à tous les adhérents du Parti d'appuyer les efforts de la classe ouvrière. Il proteste en même temps contre les efforts répétés des gouvernements et des employeurs pour détruire ce qui reste du droit de coalition, et il somme les représentants parlementaires du Parti de combattre de pareilles tentatives avec toute leur énergie et d'essayer d'obtenir la pleine liberté de coalition et d'association, dont la conquête servira à réaliser de meilleures conditions d'existence pour la classe ouvrière.

Comité directeur

Sont élus ;
Présidents ; Singer, (Berlin,) Gerisch, (Berlin.)
Secrétaires ; Auer, (Berlin,) Fischer, (Berlin.)
Trésorier ; Bebel, (Berlin.)
Contrôleurs ; Dubler, (Hambourg,) Herbert, (Stettin) Ewald, (Brandenburg,) Jacobey, (Berlin,) Kaden, (Bresden,) G. Schulz, (Berlin,) Böhrend, (Frankfort-sur-Oder.)

Liebnecht, que sa qualité de directeur du journal officiel du Parti rendait inéligible, est adjoint par acclamation au Comité avec voix délibérative.

Exécution de Werner

La commission d'enquête dépose son rapport, très sévère pour Shippel et écrasant contre Werner. Le Congrès l'adopte, et déclare Werner incapable de comprendre et de servir les intérêts du Parti socialiste.

Le treizième Congrès de la démocratie socialiste est ensuite levé aux cris de : Vive le socialisme ! vive l'internationale ! et au chant de la *Marseillaise des Travailleurs*.

Le *Gil-Blas* publia le 17 octobre une interview dans lequel on prêtait à Bebel les opinions les plus étranges ; on lui faisait dire entre autres insanités, qu'il n'était pas partisan de la lutte de classes.

Bebel a adressé la lettre suivante au directeur du *Gil-Blas*.

Monsieur,

Le *Gil-Blas* du 17 octobre publie sous forme de correspondance un « interview avec M. Bebel. »

Je me permets de vous dire que vous avez été victime d'une duperie et qu'il n'y a pas un mot de vrai dans l'interview en ce qui me concerne. Les discours que me prête votre correspondant sont de son invention.

Agréer etc. A. Bebel.

Cette lettre que nous sommes heureux de reproduire mettra nos amis en garde contre les innombrables mensonges que la presse bourgeoise publie sur les socialistes allemands et qu'il est impossible de relever.

LE PARTI OUVRIER EN FRANCE

CALAIS

Les tullistes sont admirables d'énergie et de discipline. MM. les fabricants, qui avaient rouvert lundi leurs ateliers, s'imaginaient que, la faim aidant, ils allaient « refuser du monde ». Au lieu de cela, sur les 3,000 membres que compte le syndicat, 23 seulement ont fait défection, et les ateliers sont restés vides. On est bien résolu à ne rentrer qu'après l'acceptation par les patrons d'un tarif général donnant satisfaction aux ouvriers, tant sur le prix du rack pour les différents articles que sur le paiement des changements.

Le comité de la grève a reçu de la Fédération nationale des chambres syndicales de France 500 fr. environ ; des *Trade's Unions* d'Angleterre, 6,425 fr. 60 c., et de Calais même, près de 3,000 fr. (y compris les 15, 20 et 25 0/0 de leur salaire que versent hebdomadairement les tullistes qui travaillent).

Que la solidarité ouvrière ne se lasse pas plus que le courage des grévistes, et la victoire est prochaine.

On sait que les conseils municipaux de Cette, Roanne et St-Eloi-les-Mines doivent être saisis d'une demande de subsides par nos amis Jannot, Aulas et Conchon.

Le conseil municipal de St-Ouen a voté 500 fr.

LYON

Le 5 octobre, s'est tenu à la mairie de la Croix-Rousses un Congrès régional du tissage, composé de délégués de Lyon, Roanne, Saint-Etienne, Lagresle, Cours, Thizy, Paumassières, Grandis, Jarnos, Tarare, Chaulieu, Labresle, Thel, Mardou, etc.

A l'unanimité, sur la proposition du citoyen G. Farjat, rapporteur de la première commission, le Congrès a décidé qu'il serait formé une Fédération régionale du tissage, et que cette Fédération adhérerait immédiatement à la Fédération nationale des syndicats ouvriers de France.

Lyon a été choisi pour siège fédéral, le Conseil devant être composé de deux délégués par syndicat.

Le Congrès, après avoir réclamé la réduction par une loi de la journée de travail à huit heures, a décidé de faire une active campagne pour que « les tarifs convenus entre patrons et ouvriers aient force de loi pendant un temps déterminé », et pour que « les contrevenants à ladite loi soient passibles de 8 jours de prison et 100 fr. d'amende et, en cas de récidive, de 6 mois et de 500 fr. »

Une proposition tendant à faire « décider qu'il y a lieu d'organiser la grève générale en se servant de tous les moyens dont on dispose », a été écartée par 11 voix contre 16 abstentions.

Le Congrès, qui s'est séparé au cri de : Vive l'émancipation des travailleurs ! a émis, entre autres, le vœu suivant :

« Considérant le tort fait aux ouvriers par les cantines instituées dans les usines par les patrons :

» Considérant que cette institution est non-seulement nuisible aux ouvriers, mais aux petits commerçants établis dans les localités où existent les dites usines ;

Le Congrès

» Demande la suppression complète des cantines installées dans les usines, et, d'autre part, que les ouvriers occupés dans des ateliers ou usines soient payés, non pas avec des jetons, mais avec des monnaies courantes et reconnues. »

MONTLUÇON

M. Dumas, qui s'appelle Alexandre comme l'auteur des *Trois Mousquetaires*, a une étrange façon de comprendre son double mandat de maire-député et une plus étrange façon de... tenir sa parole.

Lorsque, par extraordinaire, il daigne comparaître devant ses électeurs, ne lui demandez pas, comme notre ami Dormoy, comment, après avoir signé un programme anti-clérical il autorise, malgré la loi les processions dans les rues. Ou il vous répondra, — je vous le donne en mille — que, si comme député, il doit faire la guerre au cléricalisme, comme maire il est libre de *bondie sarder* à outrance. Et si vous ne vous payez pas de cette monnaie, et que vous regimbez, il vous refusera le droit de juger ses actes municipaux. Ses votes à la Chambre, soit, il les abandonne à l'appréciation des électeurs. Mais pour l'usage qu'il lui plaît de faire de son écharpe municipale, il entend n'en répondre qu'à lui-même et... à Constans.

Je vous laisse à juger du succès qu'a rencontré cette prétention charentonnesque !

Mais il y a mieux :

Accusé par Dormoy d'avoir remis les 500 francs votés en faveur des grévistes de Commeny, non pas au Conseil municipal, mais au Président du *Cercle des Jaunes* qui a distribué les fonds à ses amis et contre-maîtres, le Dumas interrompt :

— Ce n'est pas vrai !

— Ah ! ce n'est pas vrai ? Eh bien, réplique Dormoy, que M. Dumas désigne deux de ses amis qui, avec deux des miens, iront faire une enquête sur place. S'ils reconnaissent que j'ai menti, je donne ma démission de Conseiller municipal. Si au contraire, j'ai dit vrai, c'est M. Dumas qui démissionnera.

— J'accepte l'enquête, dit M. Dumas, mais sans m'engager à donner ma démission.

C'était déjà joli. L'enquête est votée par l'assemblée. Et quinze grands jours après, au lieu des deux amis promis qui devaient faire la lumière avec les deux amis de Dormoy, sait-on ce qui arriva ? Une lettre dudit Dumas, déclarant qu'après avoir consulté le président du *Cercle des Jaunes*, il ne croyait pas qu'il y eut lieu à enquête et qu'il considérait l'incident comme clos.

Ainsi « j'accepte l'enquête » est devenu après de longues réflexions : « Je ne veux pas d'enquête. »

M. Dumas, qui est désormais jugé, est digne de sa classe, de cette bourgeoisie qui a érigé le mensonge et le parjure en moyen de gouvernement.

MARSEILLE

Du 7 au 14 décembre prochain, doit se tenir à Marseille un Congrès régional. La commission exécutive fait un pressant appel à tous les syndicats, groupes et cercles d'études de tout le Midi, depuis Toulouse jusqu'à Nice, pour se faire représenter à ce Congrès.

Adresser toutes les communications, souscriptions, etc., à la Bourse du travail, rue de l'Académie.

A L'ÉTRANGER

ALLEMAGNE

Le *Volksblatt* publie une proclamation du Comité directeur de la démocratie-socialiste annonçant sa

constitution et mettant en garde les membres du parti contre le danger, pour les associations politiques ou leurs représentants, d'entrer directement en rapport avec le Comité directeur, car le parquet ne manquerait pas de poursuivre de pareilles tentatives comme une violation de la loi sur les associations.

C'est pourquoi les relations entre le Comité directeur et les circonscriptions provinciales devront être exclusivement entretenues par des hommes de confiance qu'il faut s'empêcher d'élire dans des réunions publiques.

Après douze ans de luttes acharnées, le parti peut s'organiser comme les autres partis. L'organisation votée au Congrès de Halle a été imposée par les nécessités de la situation. Les socialistes continueront à considérer surtout l'intérêt supérieur du parti comme ligne de conduite. Les succès passés garantissent le triomphe futur. Le Comité directeur s'efforcera de hâter l'affranchissement du prolétariat. Que chaque socialiste soit agitateur et organisateur.

AUSTRALIE

Le mouvement ouvrier socialiste prend en Australie des proportions énormes. La grève met en présence deux puissances antagonistes : les capitalistes et les *Trades-Unions*, ou, comme le dit le *Standard*, le travail libre et le travail esclave.

Or, le travail libre (*free labor*), dans la pensée du journal *Tory*, c'est le travail des ouvriers qui sont obligés d'accepter les conditions des patrons. Le travail esclave, au contraire, c'est le travail des Unions, qui demandent un salaire plus élevé.

Espérons que ce sera le dernier paradoxe économique de la presse capitaliste. Cependant, il serait curieux de suivre le développement de cette idée dans les têtes capitalistes.

En Australie, d'après le *Standard* lui-même, l'ouvrier était dans de meilleures conditions qu'en Angleterre. Il jouissait d'un plus haut salaire, d'une journée de travail réduite, ce que le *Standard* reconnaît comme avantageux, sans vouloir néanmoins en faire profiter les ouvriers anglais. Les ouvriers australiens avaient, de plus, des représentants de leur choix au Parlement.

Cet état d'oppression, de despotisme de la part du travail sur le capital ne pouvait pas durer. Une dernière prétention des ouvriers unionnistes mit le feu aux poudres. Ils n'admirent pas que les ouvriers non-unionnistes vinssent travailler à des prix moindres que ceux établis par l'Union.

Cela devenait intolérable. Tant que les patrons avaient souffert dans leurs intérêts, ils n'avaient rien objecté. Mais ici il s'agissait pour eux de défendre la liberté du travail. Il leur parut monstrueux que les ouvriers ne pussent pas travailler avec des salaires le plus bas possible, et ils résistèrent aux Unions.

Voilà où en est la situation en Australie d'après le *Standard*. D'un côté les amis du peuple, les capitalistes sacrifiant leur fortune pour établir la liberté du travail et de l'exploitation ; de l'autre, les *Trade's-Unions*, voulant établir le travail esclave, c'est-à-dire forcer, par un abus de pouvoir sans nom, les ouvriers à être bien nourris, bien payés, et cela même contre leur gré.

La théorie de la « liberté du travail », dont le *Standard* se fait l'avocat, s'est d'abord montré timidement à propos des grèves. En France, on convoquait la troupe pour protéger les ouvriers qui abandonnaient la cause de la grève et consentaient à travailler au tarif de la Compagnie. En Angleterre, à propos de la grève des Docks, les bourgeois timides avaient laissé les unionnistes établir des « pickets » pour empêcher les « blacklegs » de se rendre au travail. Mais la résistance de Livesey, lors de la grève de Gaziers, montra aux capitalistes qu'ils pouvaient avoir la troupe à leur service, s'ils montraient un peu d'énergie.

Depuis ce temps, il y a eu des hauts et des bas : tantôt les grévistes l'ont emporté, comme à Leeds, tantôt ils ont été battus comme dans le Sud de Londres. La liberté du travail est une théorie qui permet l'intervention de la troupe au nom de la liberté des « blacklegs ». Elle est trop profitable aux capitalistes pour qu'ils la laissent reposer d'ici à longtemps.

Ce qu'il y a de fâcheux, c'est qu'il sera impossible, même au *Standard*, de persuader à un ouvrier que la liberté ait pour compagnons ordinaires les soldats et la police !

SUISSE

Dimanche, 5 octobre a eu lieu à Zurich une réunion des délégués, représentant les groupements des ouvrières de Zurich, Berne, Bâle, Winterthur et St Gall. Le but de cette conférence était de fédérer ces organisations ainsi que d'autres à fonder encore en une Union centrale dont la tactique une et concentrée doit augmenter la force et l'activité des groupes isolés.

Après des débats pendant lesquels les délégués ont fait preuve d'une clairvoyance et d'un bon sens dont beaucoup d'hommes pourraient s'honorer, on a adopté un projet de centralisation unifiant l'activité et la tactique des organisations fédérées en sauvegardant leur autonomie tant que celle-ci ne va pas à l'encontre des principes généraux de l'Union.

La direction de l'Union centrale appartient à cette dernière représentée par des délégués qui se réuniront une fois par année en congrès pour discuter la campagne de propagande et d'agitation à entreprendre ainsi que des questions portées à l'ordre du jour après consultation des groupes. Chaque Congrès désignera la localité où siègera le prochain Congrès.

Le Congrès désignera également la ville, dont le groupe aura pour ainsi dire la présidence, l'administration de l'Union. (DerVorard) ; ce groupe élira une commission exécutive de 5 membres, chargée d'exécuter les résolutions des Congrès. de prendre l'initiative des mesures nécessitées par l'intérêt de la cause ouvrière et de gérer les affaires de l'Union.

Cette commission est un organe purement administratif. Le premier Congrès de l'Union aura lieu à Aarau. L'Union va commencer une active campagne pour organiser les ouvrières des autres villes et des autres centres industriels de la Suisse.

Les femmes suisses, très pratiques et prises dans l'engrenage de la production mécanique moderne, comprennent la nécessité de l'organisation et de leur éducation politique et sociale. On peut donc attendre de bons résultats des efforts de l'Union centrale des ouvrières suisses.

L'adresse suivante est arrivée trop tard au Congrès de Lille, qui a clos ses travaux le 12 au soir :

Groupe de proscrits habitant Genève

Genève, 13 Octobre 1890.

Aux citoyens membres du Congrès ouvrier de Lille.

CITOYENS,

Le premier mai 1890, comme date et comme fait reste un point de départ ;

Mars 1871, de générale mais sanglante mémoire, n'a été qu'une tentative nationale de Révolution sociale.

Le premier mai 1890 a été un premier essai de *mobilisation internationale* du prolétariat et d'une immense importance car la question économique ou sociale ne peut se résoudre qu'*internationalement*.

La question du premier mai 1891 est posée au Congrès de Lille. Permettez-nous de venir à ce sujet vous soumettre la proposition suivante :

Nous demandons que la formule : *Huit heures de travail* : soit suivie des mots et *Désarmement*.

Nous ne développerons pas les arguments connus et tout de sentiment qui militent en faveur de cette proposition ; nous n'en ferons brièvement ressortir que les côtés connexes à la question des huit heures de travail, et ce, comme suit :

1^o Le premier prélèvement, impôt fait sur les salaires, gages appointements, etc., etc., est appliqué au bénéfice de l'armée, et ce, *internationalement* parlant.

2^o L'armée est dans chaque pays l'obstacle immédiat et brutal à la transformation économique de l'état actuel.

3^o Le désarmement inverserait sur le marché européen — industriel, commercial, minier, agricole, etc. — un excédent de bras, une surabondance de production qui rendraient à bref délai nécessaire la diminution des heures de travail et hâteraient l'avènement du nouvel état.

4^o Le premier mai 1891 réclamant, outre les *huit heures de travail*, le *désarmement* rallierait à ses desiderata tout ce que l'Europe a de vraiment libéral et humain et *internationaliserait* pratiquement une question que les Congrès de la Paix n'ont jamais traitée qu'à l'eau de guimauve et au point de vue platonique.

Agréer, citoyens, l'assurance de nos meilleurs sentiments.

Un groupe de Proscrits habitant Genève : LÉON BERCHTOLD, entrepreneur, proscrit de 1871, Commune de Paris ;

J. PERRIER, proscrit de 1871, Commune de Paris ;

BERTRAND, proscrit de la Commune de Saint-Etienne ;

A. MEICHOU, proscrit de la Commune de Paris.

HYGIÈNE CAPITALISTE

III

Mais la partie la plus intéressante de la conférence de M. Napias et celle qui discute la réduction du travail de l'ouvrier. C'est ici que nous voyons avec quelles précautions les hygiénistes abordent ce terrain où les revendications ouvrières ont forcé la science bourgeoise à venir s'expliquer. Nous n'entendons pas aujourd'hui entreprendre la question des huit heures au point de vue de l'hygiène telle que doivent la comprendre les intéressés, c'est-à-dire les ouvriers, mais il nous semble amusant de présenter tout d'abord la manière de voir des savants du capital. L'objection aux *Trois Huit* mérite d'être citée pour montrer combien on croit encore naïfs les travailleurs d'aujourd'hui et comment le bon sens et la science varient en deçà et au delà de cette frontière qui est le salaire.

« Cela semble très simple, dit le *Temps*, auquel j'emprunte cette analyse, (M. Napias n'ayant pas encore publié,) cela semble très simple, et c'est en réalité, très compliqué. Il est à la rigueur possible de s'assurer que l'ouvrier ne travaillera que huit heures à l'atelier, mais comment saura-t-on qu'il ne travaille pas ensuite chez lui quelques heures de plus et qu'il ne fait pas ainsi concurrence

à ceux qui préfèrent se reposer? Comment s'assurera-t-on qu'il emploie quelque temps à perfectionner son instruction? Comment s'assurera-t-on qu'il dort huit heures? Et s'il lui plaît de dormir neuf heures ou sept heures seulement, voilà la règle des Trois Huit immédiatement compromise.

Et le Temps ajoute: « C'est pourquoi la réduction à 8 heures de la journée de travail ne semble pas immédiatement réalisable. »

Voilà certes un bon exemple de ce qu'on appelle monnaie de singe, monnaie de patron; voyez-vous cette sollicitude du bon vieux Temps, qui s'inquiète et se tourmente au sujet du malheureux travailleur qu'on ne peut pas relâcher après huit heures de travail, de peur de le voir travailler encore chez lui et faire concurrence aux autres qui se reposent!

Evidemment c'est dans leur intérêt à tous qu'on les retiendra des 10, 12, 14 et 16 heures; pendant ce temps, au moins sera-t-on sûr qu'ils ne se nuiront pas les uns aux autres; c'est dans leur unique intérêt qu'on le fait.

Et puis, s'ils ont huit heures de loisir, comment s'assurer qu'ils en emploient une partie à perfectionner leur instruction? Il n'y faut pas songer, et y a-t-il d'ailleurs une meilleure instruction que celle qu'ils trouvent à l'usine, où ils arrivent à faire de bons ouvriers allant vite et bien en besogne, augmentant le rendement humain autant qu'on peut le souhaiter?

Et enfin voyez-vous que l'ouvrier ne sache pas dormir plus de sept heures, au lieu de huit, tout l'édifice s'écroule, irrémédiablement perdu. Dans la crainte d'une telle éventualité, on ne le laissera dormir que 4 à 5 heures, et il faudra bien que ça lui suffise.

Voilà le procès des Trois Huit terminé et bien enterré, et cela par la faute de ce malheureux qui n'a pu rester au lit ses huit heures complètes.

Avec tous ses regrets, M. Napias passe à la physiologie; et ici la logique atteint au comble.

Il montre d'abord, d'après des expériences de Voit et Pottenkofer, qu'un homme, soumis à un travail déterminé pendant une journée de neuf heures, avait dépensé, sous forme d'acide carbonique, 192 grammes d'oxygène de plus qu'il n'avait pu en aspirer pendant ce temps; c'est-à-dire qu'il avait dû consommer environ 20 0/0 de la portion d'oxygène emmagasinée dans tout son corps, pour combler ce déficit. Les savants allemands estiment que quand le travail est très fatigant, une nuit de repos ne compense pas la consommation journalière d'oxygène, et le déficit s'exagère toujours davantage.

M. Napias, ayant énuméré tous les dangers que fait courir au travailleur cet état de faiblesse croissante et continue, en plus des inconvénients et des accidents qui proviennent du

milieu industriel et des machines, conclut qu'il faut commencer par une bonne loi sur les logements insalubres; il désire néanmoins, en souhaitant que le travail soit réduit à une durée journalière de dix heures, que la loi n'intervienne pas, et n'empêche pas l'ouvrier d'exagérer un peu son travail pour que le salaire lui permette de conserver l'enfant à l'école et la femme au logis plus longtemps.

Tout ceci bien sincère et bien naïf, montrant une foi bien enracinée dans le dogme capitaliste, dans l'immuabilité du salariat et dans la légitimité de l'exploitation humaine.

Au fond, la loi doit avant tout assurer, la liberté du travail, source de toutes les libertés, il semble bien parfois que c'est de la liberté du capital qu'il s'agit, et qu'on cherche à la sauvegarder, comme à Carvin et ailleurs, mais il y a évidemment là une confusion et c'est le travailleur qu'on protège malgré lui.

Et l'article du Temps se termine par cette phrase, la plus ironique de Voltaire:

Le travail éloigne de nous trois grands maux; l'ennui, le vice et le besoin!

Qui, nous?

Est-ce le capitaliste à qui le travail des autres permet de satisfaire à ses vices et à ses besoins, et de changer d'ennuis quand il lui plaît?

Est-ce le salarié qui travaille pour d'autres, sans sortir jamais des ennuis et du besoin, et à qui l'on ne laisse que le vice, s'il veut oublier?

Docteur Z.

Convocations et Réunions

PARTI OUVRIER

Agglomération Parisienne

Réunion plénière, salle Pasquier, 239, rue St-Martin à 8 heures 1/2 du soir, les 1^{er} et 4^e lundi de chaque mois

Cercle Collectiviste du XIV^e

Le premier et troisième lundi de chaque mois, réunion salle Ange, rue Mouton-Duvernoy, 1, à huit heures et demie du soir.

Cercle socialiste révolutionnaire du IX^e

Réunion les premier et troisième jeudi du mois, salle Lemaitre, 49, rue Pigalle, à 9 heures du soir.

Cercle collectiviste des III^e et IV^e

Réunion les premier et troisième mardi de chaque mois, salle Préau, rue des Gravilliers, 14, à 9 heures du soir.

Cercle d'Études sociales et d'action politique de la Santé

Réunion tous les mercredis à 8 heures 1/2, salle Bernier, rue de la Tombe Isoire, 41.

Groupe des Huit heures du XVIII^e

Tous les samedis réunion salle Petit, 1, rue Ste-Marie, à huit heures et demie du soir.

Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de la Seine

Réunion du Conseil, tous les lundis, à 9 heures du soir, au siège social, 47, rue de Cléry.

La Couture

Groupe corporatif des ouvriers et ouvrières tailleurs

Réunion les premier et troisième mercredi du mois, salle Nicaise, rue des Petits-Carreaux, 1, à 9 heures du soir.

Union Socialiste révolutionnaire de Puteaux

Réunion chez Davin, rue de Nanterre, tous les quinze jours, le samedi à huit heures du soir.

LIBRAIRIE DU PARTI OUVRIER

La Bibliothèque socialiste, qui s'occupe de la réédition des brochures épuisées et qui en éditera de nouvelles avant peu, tient dès aujourd'hui à la disposition des membres du Parti les publications suivantes:

LA RELIGION DU CAPITAL, par Paul Lafargue 0,25 0,05

LE MATERIALISTE ÉCONOMIQUE DE KARL MARX, par Paul Lafargue. Trois brochures: 1^o l'idéalisme et le matérialisme dans l'histoire; 2^o le milieu naturel, théorie darwinienne; 3^o le milieu artificiel, théorie de la lutte de classe 0,30 0,05

L'ÉVOLUTION DU CAPITAL, par Gabriel Deville. Cinq brochures: 1^o genèse du capital; 2^o formation du prolétariat; 3^o coopération et manufacture; 4^o machinisme et grande industrie; 5^o fin du capital 0,60 0,10

PHILOSOPHIE DU SOCIALISME, par Gabriel Deville 0,25 0,05

L'ANARCHISME, par Gabriel Deville 0,10 0,05

SERVICES PUBLICS ET SOCIALISME, par Jules Guesde 0,30 0,05

SOUS PRESSE

LE PROGRAMME DU PARTI OUVRIER, (ses considérants, ses articles), par Jules Guesde et Paul Lafargue, nouvelle édition 0,30 0,05

LA LOI DES SALAIRES ET SES CONSÉQUENCES, par Jules Guesde 0,20 0,05

Adresser toutes les demandes, accompagnées d'un mandat poste, à l'administrateur délégué, le citoyen Crépin, 94, rue des Entrepreneurs, Paris.

ON PEUT S'ADRESSER
98, rue Montorgueil, PARIS
pour demander

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

LE PROGRAMME DU

PARTI OUVRIER

SES CONSIDÉRANTS ET SES ARTICLES

par

Jules Guesde et Paul Lafargue

2^e Edition

PRIX: 30 centimes

En vente à l'Imprimerie Ouvrière, 21, rue de Béthune, Lille, et G. Crépin, rue des Entrepreneurs, 94, Paris.

PRIME GRATUITE

DU SOCIALISTE

Les abonnés de 6 mois, qui en feront la demande, auront droit à

LA REVOLUTION

PAR

Alfred Berthézène

un joli volume in-18, de 125 pages, qui leur sera délivré gratuitement dans nos bureaux, 98, rue Montorgueil. Pour le recevoir par la poste, envoyer un timbre de 15 centimes à l'administrateur.

LA PRESSE DU PARTI

LE CRI DU TRAVAILLEUR, organe du Parti ouvrier de la Région du Nord, 21, rue de Béthune, Lille;

LE RÉVEIL SOCIAL, Commentry (Allier);

LE SALARIAT, rue Cauchoise, 74, Rouen;

L'ACTION SOCIALE, rue de Marseille, 3, Lyon;

LA QUESTION SOCIALE, impasse Guiraud, 4, Bordeaux;

LE PEUPLE PICARD, rue de Beauvais, 22, Amiens.

L'Imprimeur-Gérant: DELADERERE

Rue de Béthune, 21. LILLE.

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

TOUS les DIMANCHES

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

1 Fr. 30 par Trimestre

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

PRINCIPAUX COLLABORATEURS:

BERNARD, G. CRÉPIN, FERROUL, FORTIN,

JULES GUESDE, P. LAFARGUE, D' Z., etc.

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

CORRESPONDANTS POUR LES DÉPARTEMENTS:

A. DELCLUZE, Calais; G. DELORY, Lille; H. CARRETTE,

Roubaix; DESCHILDRE, Armentières; LANGRAND et

RENARD, St-Quentin; PÉDRON, Troyes; LECRIQUE,

Reims; DUCLOS, Rouen; J. DORMOY, Montluçon;

G. FARJAT, Lyon; V. MAZUEL, Commentry; VALLAT,

Cette; CADENAT, J. COULET, Ph. GRAS, Marseille;

Paule MINK, Montpellier; etc.

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

CORRESPONDANTS POUR L'ÉTRANGER:

LIEBKNECHT, Allemagne; CUNINGHAM-GRAHAM, An-

gletterre; D' ADLER, Autriche; IGLESIAS et M.,

Espagne; ANSEELE et Van BEVEREN, Belgique

PLEKANOFF, Russie; PÉTERSSEN, Danemarck; etc.